

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
13 février 2004  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 13 février 2004, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de l'Érythrée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, pour l'information des membres du Conseil de sécurité, des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale en général, copie de trois lettres datées du 24 décembre 2003, du 21 janvier 2004 et du 4 février 2004 que le Président de l'État d'Érythrée, S. E. M. Isaias Afwerki, a adressées au Secrétaire général au sujet du processus de paix entre mon pays et l'Éthiopie (voir annexes I à III).

Ces correspondances expriment clairement la position de l'Érythrée sur la question de l'« Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'Érythrée et l'Éthiopie ». Cependant, malgré la clarté de cette position, nous avons l'impression que l'on veut imposer à l'Érythrée d'accepter la nouvelle mission de l'Envoyé spécial. Mon gouvernement a décidé de n'envisager aucun nouveau processus, qu'il soit politique ou autre, tant que la décision du 13 avril 2002 de la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie n'aura pas été intégralement et rapidement appliquée. Dans ces trois lettres au Secrétaire général, le Président Afwerki fait valoir sans ambiguïté que le lancement d'un nouveau processus ne présenterait aucun intérêt pratique.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Ahmed Tahir **Baduri**



**Annexe I à la lettre datée du 13 février 2004 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Érythrée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre datée du 24 décembre 2003, adressée au Secrétaire général par le Président de l'Érythrée**

Je tiens à vous remercier de votre lettre du 22 décembre 2003.

Vous vous rappellerez les correspondances que je vous ai adressées dernièrement pour vous informer de la grave situation créée par l'Éthiopie du fait de son rejet de la décision de la Commission du tracé de la frontière et de ses nombreuses violations des Accords de paix d'Alger. Vous aurez également été informé des éclaircissements que mon Directeur de Cabinet a apportés à votre Représentant spécial le 16 décembre 2003.

Comme vous le savez, l'application des Accords de paix d'Alger et de la décision de la Commission du tracé de la frontière est bloquée et aucun progrès n'a été réalisé depuis plusieurs mois. Et cela uniquement parce que le Gouvernement éthiopien a publiquement fait fi du droit international et violé les Accords de paix d'Alger en continuant d'occuper par la force nos territoires souverains. Le blocage ou l'impasse que vous évoquez dans votre lettre s'est produit tout simplement parce que la communauté internationale, dont votre auguste institution, s'est abstenue de prendre les mesures de contrainte nécessaires que justifient les Accords de paix d'Alger.

S'il y a vraiment eu un différend frontalier entre l'Érythrée et l'Éthiopie, il a été réglé par des voies de droit. Et lorsque, le cas échéant, la décision juridique relative à ce différend aura été appliquée conformément aux Accords d'Alger, les relations bilatérales entre nos deux pays seront complètement normalisées et renforceront la stabilité de la région. Par contre, il ne serait guère réaliste d'envisager une normalisation de ces relations bilatérales tant que nos territoires souverains seront occupés par la force et que la décision juridique continuera d'être bafouée en même temps que l'état de droit.

Comme vous en conviendrez, cette question ne saurait faire l'objet d'une médiation. Substituer un nouveau mécanisme aux Accords de paix d'Alger et à la décision de la Commission du tracé de la frontière non seulement serait illégal, mais encore constituerait un dangereux précédent. En fait, nous n'avons pas le droit de nous payer le luxe d'un nouveau mécanisme.

Nous ne pourrions sortir de cette impasse ou de ce blocage, comme vous l'appellez, que lorsque la communauté internationale contraindra l'Éthiopie à respecter ses obligations conventionnelles ainsi que l'état de droit et fera en sorte que les Accords de paix d'Alger soient appliqués.

Pour conclure, je voudrais une fois de plus vous engager à assumer la responsabilité qui est la vôtre de faire respecter le droit international et l'état de droit.

*(Signé)* Isaias Afwerki

**Annexe II à la lettre datée du 13 février 2004 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Érythrée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre datée du 21 janvier 2004, adressée au Secrétaire général par le Président de l'Érythrée**

Permettez-moi d'abord de vous exprimer mon regret de ne pas avoir pu vous parler au téléphone ces deux derniers jours. J'ai pensé qu'il valait mieux vous communiquer par la présente lettre mes réflexions sur des questions cruciales pour le processus de paix, car il se pourrait que ces questions soient impossibles à traiter dans le cadre d'une conversation téléphonique, sans compter les difficultés pratiques habituelles.

Vous vous rappellerez que j'ai essayé, dans les lettres que je vous ai adressées le 27 octobre, le 13 novembre et le 24 décembre 2003, de décrire les graves évolutions du processus de paix qui ont suivi le rejet par l'Éthiopie de la décision de la Commission du tracé de la frontière. Je saisis cette occasion pour souligner une fois de plus que nous sommes légalement tenus de n'accepter aucun « mécanisme » ni aucune « approche » susceptibles d'être substitués à la Commission du tracé de la frontière et à l'application des décisions. Ma réponse, qui reste valide, à votre proposition de dépêcher un envoyé spécial se fonde sur ces considérations.

Nous estimons que la seule façon constructive d'avancer est que l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale assument l'obligation qui est la leur d'assurer le respect de l'état de droit et l'inviolabilité des traités internationaux, et ceci en veillant à une application rapide et intégrale de la décision de la Commission du tracé de la frontière. Nous ne voyons guère ce qui explique ou justifie que l'on se concentre sur des questions et des arrangements marginaux, alors que la démarcation de la frontière, qui a déjà subi un retard de plus d'un an lourd de conséquences pour la paix et la stabilité de la région, est mise en veilleuse.

On ne s'étonnera pas de voir le Gouvernement éthiopien multiplier des gestes fallacieux de « bonne volonté » pour faire oublier qu'il a rejeté la décision de la Commission du tracé de la frontière, qu'il fait fi de l'état de droit et qu'il a envahi nos territoires souverains. L'Éthiopie nous invite ainsi à détourner les yeux et à applaudir sa décision d'autoriser des vols directs, de rouvrir son ambassade, etc., tout en continuant de rejeter la décision de la Commission du tracé de la frontière, à faire fi de l'état de droit et à occuper notre territoire.

Comme je vous l'ai écrit dans mes précédentes correspondances, une approche indirecte ne nous mènera nulle part. Bien au contraire, elle risque de compliquer une situation déjà fragile. Comme vous en conviendrez, on ne peut pas attendre de nous que nous bradions notre souveraineté ou que nous acceptions l'occupation de notre territoire par la force avec pour seule contrepartie le retour à des relations normales entre deux pays voisins. Cela n'est ni juridiquement ni moralement acceptable. Je vous engage donc instamment à user de votre haute autorité pour faire pleinement respecter le droit international et, par là-même, créer les conditions nécessaires à une paix juste et durable.

*(Signé)* Isaias Afwerki

**Annexe III à la lettre datée du 13 février 2004  
adressée au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent de l'Érythrée  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre datée du 4 février 2004, adressée au Secrétaire général  
par le Président de l'Érythrée**

Je vous remercie de votre lettre du 30 janvier 2004, que j'ai reçue hier.

Je regrette de vous ennuyer avec mes messages répétitifs. Permettez-moi quand même d'exprimer mon opinion sur les points que vous abordez dans votre lettre.

Comme vous en conviendrez, l'application des Accords d'Alger en conformité avec la décision de la Commission du tracé de la frontière relève en droit du seul mandat de la Commission. À cela s'ajoute qu'il y a déjà longtemps que la Commission a publié des directives détaillées et des échéanciers précis pour la démarcation. L'ensemble de l'opération était censé être mené à terme en novembre 2003. Il n'existe donc pas de nouvelles questions qui justifieraient un nouveau cycle de discussions ou imposeraient de dépêcher un envoyé spécial.

Le problème se trouve dans le fait que l'Éthiopie viole les Accords d'Alger, rejette la décision de la Commission du tracé de la frontière et fait délibérément obstacle à l'application de cette décision. Dans ces conditions, nous comptons que vous userez de vos bons offices auprès de l'Éthiopie pour faire respecter l'état de droit et convaincre ce pays de se conformer aux dispositions des Accords d'Alger et à la décision de la Commission du tracé de la frontière. De son côté, l'Érythrée a accepté de bonne foi la décision de la Commission et dûment rempli toutes ses obligations légales pour faciliter une rapide démarcation de la frontière en conformité avec les directives pour la démarcation publiées par la Commission.

Dans ces conditions, il nous paraît inutile de nous écarter de notre position juridique et de nous engager dans ce qui sera essentiellement une controverse de type « relations publiques » sur la question de savoir si « nous acceptons ou rejetons » votre envoyé spécial. Une telle approche ne nous mènera nulle part et ne pourra que nous empêtrer dans un filet de complications sans fin.

De même, nous ne saurions approuver un nouveau processus ou « mécanisme » fondé sur l'activité diplomatique de l'envoyé spécial. Tant les Accords que nos obligations légales excluent cette possibilité.

Soucieux de ne pas vous faire perdre plus de temps, je n'insisterai pas sur la question du « dialogue », sur laquelle je vous ai déjà exposé notre position. L'amélioration de nos relations bilatérales avec l'Éthiopie a pour condition le respect mutuel et l'application de l'état de droit. On ne peut pas nous demander de passer outre cette condition fondamentale et d'adopter ce genre de démarche à un moment où les accords de paix sont toujours violés et notre territoire est toujours occupé par la force.

Je vous engage instamment à déployer les efforts nécessaires pour obtenir que la décision de la Commission du tracé de la frontière soit rapidement mise à exécution, ce qui préservera l'intégrité des Accords et favorisera le respect du droit international.

(Signé) Isaias Afwerki

  

---